

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Pays (UE) > Santé (pays, UE) > Epidémies, pandémies (santé, pays, UE) > **Royaume-Uni - Covid 19 : un changement de cap et des petits pas vers le (...)**

DOSSIER : LE MONDE DÉSTABILISÉ PAR LE CORONAVIRUS

Royaume-Uni - Covid 19 : un changement de cap et des petits pas vers le confinement

mardi 17 mars 2020, par [ALEXANDRE Amandine](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mars 2020).

Le premier ministre a conseillé lundi soir aux Britanniques de limiter leurs interactions au strict minimum mais sans imposer de contraintes, ni fermer les établissements scolaires. Hier soir, 1 543 cas étaient recensés au Royaume-Uni (+ 50 % en 48 heures) et le nombre de morts s'élevait à 55.

Londres (Grande-Bretagne), de notre correspondante. – Pour son premier point d'information journalier sur le Covid-19 lundi après-midi, Boris Johnson a fait... du Boris Johnson. Les cheveux ébouriffés, le premier ministre britannique a tenu un discours relativement confus et s'est laissé aller à quelques formules bravaches, particulièrement malvenues en cette période de crise sanitaire.

Alors que la propagation du virus s'accélère « rapidement » outre-Manche et encore plus à Londres, le chef du gouvernement a enjoint aux Britanniques de « repousser la maladie » et d'« aplatir le sombrero » du coronavirus – en clair, d'aplatir la courbe de reproduction exponentielle du virus en pratiquant la distance sociale.

Boris Johnson a conseillé à la population d'éviter les déplacements et les contacts « non essentiels » en travaillant de chez eux. Ce conseil d'isolement, a-t-il insisté, s'adresse tout particulièrement aux personnes de plus de 70 ans, aux patients vulnérables et, par précaution, aux femmes enceintes et s'appliquera « pendant environ 12 semaines ».

Les Britanniques sont également invités à se tenir à l'écart des pubs, des restaurants et des lieux publics de manière générale. Le chef du gouvernement compte sur le civisme de la population pour appliquer cette consigne. Il n'a pas prévu d'imposer la fermeture des établissements publics. Boris Johnson juge que cela n'est pas nécessaire car le Royaume-Uni est « une démocratie libérale et adulte », a-t-il expliqué. De la même manière, le leader conservateur a affirmé que le gouvernement ne « soutiendrait plus » la tenue de rassemblements de masse, sans les interdire pour autant.

Concrètement, les grands événements ne seront plus encadrés par la police et se dérouleront également en l'absence d'équipes de secours médicaux. Boris Johnson laisse donc aux organisateurs la responsabilité d'annuler les rassemblements qu'ils avaient programmés.

En résumé, la stratégie de « l'immunité de groupe » défendue par le premier ministre, le médecin en chef et le scientifique en chef d'Angleterre la semaine dernière a été discrètement enterrée par les autorités.

Ce revirement intervient à la suite de la mobilisation des scientifiques tout au long du week-end. Samedi, dans une lettre collective, plus de 200 d'entre eux avaient demandé la mise en place de mesures strictes de distance sociale « de manière immédiate ».

Lundi, une étude d'une équipe de chercheurs d'Imperial College a confirmé les conséquences potentiellement dramatiques de la stratégie de l'immunité de groupe [1] défendue vendredi avec vigueur par Patrick Vallance, le scientifique en chef d'Angleterre. Cette tentative de « mitigation » du virus risquait d'entraîner la mort de 250 000 personnes outre-Manche.

Plutôt que de sacrifier plusieurs centaines de milliers d'habitants en laissant le Covid-19 se répandre dans l'ensemble de la population, Boris Johnson a décidé d'inviter les Britanniques à s'isoler « sur la durée ».

Ces recommandations peuvent sembler « excessives », a déclaré le premier ministre, qui s'exprimait aux côtés du scientifique en chef et du médecin en chef du gouvernement, mais elles sont « complètement nécessaires pour ralentir la progression de la maladie, réduire le pic [de transmissions], sauver des vies, minimiser les souffrances et donner au système de santé public une chance de faire face ».

Cette intervention de Boris Johnson aura-t-elle permis de sortir le pays de la confusion dans laquelle l'avait plongé la conférence du premier ministre vendredi dernier ? Pas sûr.

Comment expliquer que la période d'isolement des personnes qui présentent des symptômes proches de ceux du Covid-19 soit désormais de 14 jours – y compris pour leurs proches – alors qu'elle n'était que de 7 jours vendredi et excluait l'entourage ? De même, pourquoi les établissements scolaires restent-ils ouverts dans leur grande majorité si les contacts « non essentiels » doivent être évités à tout prix ?

En l'absence de consigne claire du gouvernement, et alors que certaines écoles privées ont déjà fermé leurs portes, beaucoup de parents s'interrogeaient hier soir sur la scolarisation de leurs enfants.

Les scientifiques qui conseillent le premier ministre ont admis que la fermeture des établissements scolaires « pourrait être nécessaire » mais ils ont fait valoir qu'il fallait « attendre le bon moment » avant de renvoyer les écoliers, collégiens, lycéens et étudiants chez eux.

Les chercheurs d'Imperial College affirment pourtant, « que quand elle s'accompagne de mesures de distances sociales, la fermeture des établissements amplifie la rupture des liens sociaux entre les foyers et étouffe l'épidémie ».

L'une des autres pièces manquantes de la nouvelle stratégie présentée hier par Boris Johnson concerne les mesures de soutien aux victimes économiques du coronavirus.

Hier soir, le premier ministre britannique était accusé d'avoir signé l'acte de mort de milliers de pubs, cafés, restaurants, salles de spectacles, etc. « La recommandation du gouvernement nous plonge dans l'incertitude et nous prive de la possibilité de nous retourner vers nos compagnies d'assurance, a réagi UKHospitality, le représentant du secteur de la restauration. Le gouvernement doit agir maintenant pour empêcher les commerces de fermer et protéger les emplois des salariés du secteur. »

Le ministre des finances, Rishi Sunak, doit annoncer des mesures de soutien aux entreprises qui menacent de faire faillite et aux foyers en difficulté à cause du coronavirus.

Le Parti travailliste fait pression sur le gouvernement pour qu'il protège en premier lieu les 20 millions de locataires que compte le pays. John Healey, le responsable des questions liées au logement au sein du cabinet fantôme de Jeremy Corbyn, veut interdire l'éviction des locataires jusqu'au 1^{er} septembre. Les deux tiers d'entre eux n'ont pas du tout d'économies.

P.-S.

- MEDIAPART. 17 MARS 2020 :

<https://www.mediapart.fr/journal/international/170320/royaume-uni-un-changement-de-cap-et-des-pe-tits-pas-vers-le-confinement>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

Les articles de Amandine Alexandre sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/amandine-alexandre>

Notes

[1] <https://www.imperial.ac.uk/media/imperial-college/medicine/sph/ide/gida-fellowships/Imperial-College-COVID19-NPI-modelling-16-03-2020.pdf>